

Il fallut une guerre prompte et décisive à des hommes du caractère de Boniface et de Philippe-le-Bel. Boniface eut le dessous, et avec lui tomba, mortellement frappé, l'espoir de cette double indépendance.

Si la défaite fut étrange, les effets ne le furent pas moins. Pendant longtemps, Rome demeura sans pape, et l'Italie sans pontificat. Les derniers actes de Boniface à l'égard de Florence furent suivis de douloureuses conséquences : le parti gibelin grandit par la persécution ; en lui s'incarnait la pensée de ceux qui, en désespoir de tout autre moyen, se tournaient vers les empereurs allemands. Ne voyant que le présent, complètement aveugles sur l'avenir, les exilés, de même que les esprits plus posés et plus calmes, faisaient de ces empereurs leur rêve chéri ; les premiers, par rage de parti et dans un but d'utilité personnelle, les seconds, par désir et par amour de l'ordre. De là vint qu'on rappela de nouveau, en Italie, le principe impérial naguères abattu dans Rodolphe, par la puissance de Charles d'Anjou, et qui se trouva en face de l'aristocratie italienne déjà très-forte, quoique encore à sa naissance ; l'un ou l'autre devait fixer les destinées de l'Italie ; le premier, en changeant notre patrie en une province de l'empire allemand, la seconde, en la morcelant en une multitude de principautés. Le principe impérial la menaçait de la perte

certaine de toute indépendance civile ; avec l'aristocratie, la même perte était facile, mais plus réparable.

L'idée impériale dont l'unité est le caractère, fut bientôt personnifiée par Henri VII de Luxembourg ; l'aristocratie le fut par les Visconti de Milan, par les d'Este de Modène, par les princes de Savoie, et par les marquis de Montferrat. Ces représentants de l'aristocratie étaient nombreux, et conséquemment jaloux entre eux ; ils s'élevaient sur les ruines des républiques, et étaient conséquemment mal affermis dans leur domination. Loin donc de s'unir, comme les anciennes républiques, ils se divisèrent, par rivalité de pouvoir, et cherchèrent à se fortifier isolément. Malheureusement, l'amour de leur race, et non celui du pays, dictait leurs conseils. Aussi, obligés d'avoir recours à plus puissant qu'eux, ils s'attachèrent à l'empire pour conserver, à titre de vassaux allemands, une couronne qu'ils auraient pu, en se liquant, fixer sur leur tête, d'une manière plus honorable pour eux et plus avantageuse à leur commune patrie.

Mais cette confédération était impossible ; car ils manquaient tout à la fois et d'unité de centre pour se rassembler, et de juge qui prononçât sur leurs droits ; en un mot, ils n'avaient plus le pape. Toutefois, l'Italie reçut alors, de la maison d'Anjou, un service ines-

péré. Robert, homme infiniment supérieur à Charles II, son père, et par le courage, et par l'habileté, régnait à Naples. Placé à la tête du parti guelfe, reconnu par beaucoup de cités d'Italie, sinon pour maître, au moins comme protecteur; invité, comme Charles I^{er}, par la situation de la Péninsule, à constituer à son profit la principauté italienne; mieux servi même que son aïeul par la fortune, puisque le Pape n'était plus à Rome, pour entraver, comme Nicolas IV, la réalisation de cet ambitieux dessein, Robert parvint à arrêter Henri VII, que d'ailleurs la mort vint frapper subitement: mais il dut à ces mêmes circonstances de ne pouvoir saisir les rênes de cette principauté. Il éloigna un ennemi, Henri de Luxembourg, mais il ne put rattacher à sa domination les Italiens comme amis. Les nouveaux princes italiens n'étaient pas les chefs d'une faction, mais d'un État; ils voyaient dans Robert un rival, et un rival d'autant plus dangereux qu'il était plus puissant, lequel pouvait, avec le secours du parti guelfe, écraser leurs souverainetés naissantes. Aussi, aux premiers mouvements de Luxembourg, les princes devinrent-ils tous gibelins. Amédée V et Philippe, prince d'Achaïe, seigneurs de Savoie, lui livrèrent spontanément l'entrée de l'Italie. Les seigneurs de Savoie avaient été guelfes, et même le soutien de ce parti; or, non-seulement ils lais-

sèrent passer librement l'empereur allemand, mais ils l'aidèrent de leurs bons offices à la cour d'Avignon, pour faire confirmer son élection au titre d'empereur, et lui prêtèrent même l'appui de leurs armes. Luxembourg était suivi d'Allemands, de Bourguignons et de Français, qui pouvaient ramener l'Italie aux temps déplorables de Frédéric II enfant; devant lui marchaient les Gibelins ressuscités. Brescia arrêta Henri, détruisit les trois quarts de son armée et donna à Robert et aux Guelfes de Florence le temps de s'opposer efficacement aux envahissements du prince allemand. Bienfait signalé, dont les générations présentes et à venir de l'Italie ne pourront jamais être assez reconnaissantes envers ce roi et cette république.

A la mort de Henri, l'aristocratie avait déjà accompli la transformation des républiques en principautés. Le parti guelfe se fortifia de plus en plus, mais il ne jouit plus de son ancienne vie, et se trouva réduit à servir d'instrument aux ambitions de Robert. Débarrassé de Henri, ce prince se fit déclarer, par Clément, vicaire de l'empire en Italie, et travailla de nouveau à en conquérir la domination. Mais, au lieu des démocraties mobiles d'autrefois, il rencontra au-dessous de lui de fortes seigneuries, dont la plus puissante était celle des Visconti de Milan, qui ne trouvaient ni de raison ni d'intérêt à laisser à Robert

un rôle qu'ils auraient pu et dû prendre pour ne pas demeurer vassaux de la maison de Naples. Les Gibelins et les Visconti tinrent tête au hardi prince d'Anjou : conduits par Ugucione de la Faggiuola, les premiers défirent l'armée de Robert à Montecatini, et les seconds serrèrent ce roi si étroitement dans Gênes, que, bien que la ville ne se rendit pas, ils portèrent un coup mortel à sa puissance matérielle et à sa réputation. Ce siège, que les contemporains ont comparé à celui de Troie, mit fin aux espérances de Robert et aux craintes des nouveaux princes italiens ; et l'on vit commencer le morcellement de l'Italie en une foule de petites souverainetés ou seigneuries, rivales entre elles, ennemies de la concorde, sans yeux pour la commune patrie, ne voyant que leur détestable individualité ; puissantes, par conséquent, pour le développement des haines intestines, impuissantes à repousser les offenses de l'étranger, et échangeant leur indépendance propre et celle de toute l'Italie contre les intérêts princiers des familles qui les gouvernaient et les personnifiaient.

Quand Grégoire XI quitta Avignon pour aller s'établir à Rome, l'ancien pontificat romain n'y retourna pas avec lui. Ce pontificat, après s'être vu en face des rois étrangers, se trouva aussi en lutte avec les princes italiens ; et les peuples de la Pénin-

sule qui, sous d'autres formes de gouvernement, avaient été, du temps d'Alexandre III et de ses successeurs, le principal nerf de sa puissance, furent dans l'impossibilité de le secourir, ayant perdu leur propre individualité que celle des princes avait absorbée. De même donc que l'Italie n'eut qu'à gémir d'être veuve du pontificat, le pontificat dut s'attrister aussi en perdant le dévouement de l'Italie à son siège ; mais son impuissance sembla lui faire oublier sa mission politique. Bien plus, les papes qui, dans la suite, furent chargés du gouvernement de la chrétienté, exclusivement occupés de leur titre de princes, prirent, à l'exemple des autres souverains, le misérable parti d'agrandir leurs parents et de leur créer des principautés. Eux aussi, cédant à des espérances et à des craintes qui n'étaient ni patriotiques ni italiennes, mais purement individuelles, se laissèrent entraîner vers les grands potentats étrangers, et contribuèrent au complet morcellement du pays, morcellement dont Charles-Quint et François I^{er} le menacèrent. Ainsi, l'Italie sembla la proie des étrangers, la proie consacrée et sanctifiée par les papes, qui se contentaient des beaux domaines des Médicis et des Farnèse. Une voix puissante, celle de Jules II, se fit entendre, et provoqua l'expulsion des barbares de l'Italie. Mais elle ne trouva pas

d'écho dans les cœurs des princes devenus barbares avec les étrangers; elle n'en eut pas davantage dans le cœur des peuples, parce qu'elle sortait de la poitrine d'un prince, et non de celle d'un pontife. Comme les hommes qui vivaient au temps où ces faits se passaient, la postérité a maudit l'œuvre des papes, a voulu en rendre le pontificat romain responsable et l'en flétrir; mais elle s'est trompée. Le pontificat ne posait plus dans les basses régions où s'agitaient, conduites par la sagesse humaine, les destinées politiques de l'Italie; il était dans les sublimes régions, où la divine providence accomplissait le mystère de la catholicité de son Eglise. Semblable à Jésus-Christ, son auteur, que les juifs avaient menacé de lapider, croyant qu'il aspirait à la royauté, le pontificat politique s'était caché et était sorti de ce temple où un double principe d'unité rassemblait les peuples : la foi, qui les y rassemble encore aujourd'hui et les y rassemblera toujours; puis, cette filiale confiance avec laquelle ils remettaient au pontificat la direction de leurs destinées sociales. Les procès de Philippe-le-Bel contre Boniface le repoussèrent des États et le rendirent invisible; il cessa d'être dans le temple de la justice politique.

Nous avons dit que Jésus-Christ était l'auteur du

pontificat politique; or, comme il est aussi l'auteur du pontificat éternel, qui gouverne visiblement l'Eglise militante, il arriva que les croyants, soustraits, comme citoyens de l'État, à l'empire social de l'Eglise romaine, dévièrent déplorablement plus tard comme fidèles; ils faillirent dans la charité, qui est le lien des cœurs, et dans la foi, qui est celui des esprits; puis, dans l'ordre civil, qui est le lien social. C'est que le pontificat politique n'est que la conséquence nécessaire du pontificat éternel. Pendant quarante ans, c'est-à-dire, depuis 1378 jusqu'en 1418, l'Eglise fut déchirée par le plus formidable des schismes; car il tirait sa force du doute et de l'incertitude où l'on était sur le légitime vicaire de Jésus-Christ; et, pendant que les esprits s'agitaient à la recherche du véritable pontife, Wiclef, soutenu de son satellite Jean Huss, semait une hérésie inconnue jusqu'alors et qui, n'ayant avec les anciennes rien de commun que l'erreur, en différait, ainsi que toutes les hérésies modernes, dont elle a été le germe, par le fond et la nature. Depuis Simon le Magicien jusqu'au XV^e siècle, les hérésies, quoique spécialisées par les différentes sortes d'aberrations des esprits humains qui les avaient conçues, eurent cependant toutes une même individualité substantielle, qui consistait à méconnaître et à rejeter l'infail-

libité du jugement de l'Église dans ses définitions. Mais, depuis Wicief jusqu'à nos jours, l'hérésie s'est distinguée de toutes les hérésies précédentes par une individualité substantielle, qui consiste dans la substitution de la raison, non de l'humanité, mais de l'homme, pris isolément, ce qui est encore pire, à l'infaillible autorité de la révélation. L'ancienne hérésie n'avait fait que détruire; l'hérésie moderne a élevé, sur les ruines de la révélation, un trône à la raison dogmatisant et prononçant des oracles. Ce Wicief fut un terrible homme, et le véritable géant de l'erreur. Nous ne toucherons pas aux points de détail de son hérésie condamnée par les Pères du Concile de Constance, mais bien à ce qui, selon nous, en constitue l'individualité et celle des hérésies postérieures. Le germe fécond de tant de maux et de tant de ruines est dans le *Triologue*, principal livre de Wicief. Il y fait entrer en lice la Vérité, l'Erreur, symboles, l'une, de la bonne, l'autre, de la mauvaise théologie, et la Science, figure de Wicief lui-même¹. Voilà le trône élevé à la raison individuelle, et Wicief s'y assied le premier, pour léguer plus tard sa place à Luther. Il prononce; et la sentence ne pouvait être que la négation de la vérité,

¹ Lib. 4.

l'athéisme¹. Or, celui qui, comme juge infaillible, se faisait dépositaire de la vérité, ne vit pas, n'invoqua pas l'athéisme, mais il le prêcha implicitement et le donna, enveloppé dans les conséquences de ses principes, comme fondement de l'Église réformée d'Allemagne.

Les rois s'étaient soustraits à tout empire politique du pontificat romain, ils se regardaient comme libres et indépendants de ce qu'ils appelaient les fers de la cour romaine; ils étaient seuls sur leurs trônes, n'ayant que Dieu au-dessus d'eux. La raison humaine déifiée par Wicief ne leur fit pas peur; au contraire, tandis qu'ils se répandaient en doléances, comme l'empereur Sigismond, à Constance, sur les atteintes qu'elle portait aux dogmes catholiques, ils voyaient, avec une joie intérieure, que cette raison individuelle eût conquis une infaillibilité qui devait les garantir en même temps et du contrôle importun du sacerdoce souverain et de l'impertinente inquisition des peuples. Ils s'aperçurent plus tard, trop tard, que les peuples, eux aussi, avaient une raison individuelle. C'est pourquoi Luther, qui cachait sous l'hypocrite autorité de la Bible, l'unique et infaillible autorité de sa

¹ Bossuet. Hist. des Variations. Lib. 11.